

INSTITUT BOUISSON BERTRAND

Fondation

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Au conseil d'administration de la fondation **INSTITUT BOUISSON BERTRAND**

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation **INSTITUT BOUISSON BERTRAND** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la direction.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier,

22 juin 2026 | 18:57 CEST

Le commissaire aux comptes

BMA Audit

A blue ink signature, appearing to read 'Carillier', is written over a horizontal line.

Nicolas Carillier

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement				
TOTAL I				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et développement.				
Donations temporaires d'usufruit.				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires.	26 043	26 043		
Immobilisations incorporelles en cours, Avances et acomptes.				
Immobilisations corporelles				
Terrains	278 982		278 982	278 982
Constructions	4 839 542	2 357 920	2 481 622	2 633 176
Installations techniques, matériel et outillage industriels	60 036	59 392	644	1 382
Immobilisations corporelles en cours, Avances et acomptes.				
Autres	290 647	227 108	63 539	34 808
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
TOTAL II	5 495 249	2 670 463	2 824 786	2 948 348
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	46 910		46 910	43 079
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	30 121		30 121	184 770
Créances reçues par legs ou donations Autres				
Autres créances	291 706		291 706	87 268
Charges constatées d'avance				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus	7 994 807		7 994 807	8 491 487
Disponibilités	440 804		440 804	276 283
TOTAL III	8 804 348		8 804 348	9 082 886
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion Actif (VI)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	14 299 598	2 670 463	11 629 135	12 031 234

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	1 751 054	1 751 054
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation	2 226 384	2 226 384
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	5 747 803	5 465 666
Excédent ou déficit de l'exercice	162 922	282 137
Situation nette (sous total)	9 888 164	9 725 242
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	9 888 164	9 725 242
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	233 277	
TOTAL II	233 277	
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	10 257	10 257
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	77 481	161 777
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	388 877	122 409
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	127 008	9 947
Instruments de financiers à terme		
Produits constatés d'avance	904 070	2 001 602
TOTAL IV	1 507 664	2 305 993
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	11 629 135	12 031 234

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 372 011	1 324 162
dont parrainages	720	220
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 528 958	1 925 023
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	889 075	347 919
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		37 743
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	24	4
TOTAL I	3 790 068	3 634 851
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	655 993	677 638
Variation de stock	(3 831)	(17 449)
Autres achats et charges externes	1 822 480	1 851 670
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	61 880	55 355
Salaires	540 604	504 847
Cotisations sociales	261 669	221 136
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	170 503	178 461
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	233 277	
Autres charges	19 295	19 075
TOTAL II	3 761 870	3 490 734
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	28 198	144 117
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	134 721	133 055
Autres intérêts et produits assimilés		1 980
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL III	134 721	135 035
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		1 030
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL IV		1 030
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	134 721	134 006

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	162 918	278 123
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	4	4 156
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		140
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	4	4 015
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	3 924 793	3 774 042
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 761 870	3 491 904
EXCEDENT OU DEFICIT	162 922	282 139
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Présentation de la Fondation

L'Institut Bouisson Bertrand est une fondation, créée en 1895 par la Faculté de Médecine de Montpellier, suite à un legs de Madame Bouisson Bertrand, veuve du Professeur Bouisson. L'Institut fut déclaré d'utilité publique en 1897.

La Faculté décida d'affecter ce legs à la création d'un laboratoire d'hygiène publique et d'épidémiologie, de Services vaccinations et de prophylaxie contre les infections épidémiques et endémiques.

La Fondation est régie par un Conseil d'Administration qui est présidé par le doyen de la Faculté de Médecine. Le Conseil s'assure, entre autres, des bonnes pratiques éthiques.

En 1913, le conseil d'administration décida la construction d'un bâtiment en rapport avec le développement des laboratoires. Commencé en 1913, l'Institut Bouisson Bertrand, sis rue de l'École de médecine, fut terminé pendant la guerre et devait figurer parmi les grands laboratoires français de microbiologie médicale au service de la santé publique et de la prévention.

À partir de 1921, il devint laboratoire d'hygiène pour les départements de l'Hérault et du Gard, laboratoire des onze dispensaires de l'Office départemental d'hygiène sociale, laboratoire municipal d'hygiène de la ville de Montpellier.

De cette histoire de la Fondation et de l'Institut s'exprime en permanence, d'une part, la volonté d'initier des actions de prévention des maladies infectieuses, restant fidèle à la mission scientifique et humanitaire qui singularise l'œuvre de l'Institut Bouisson-Bertrand depuis sa création ; d'autre part, prenant en compte les évolutions des politiques sanitaires et les incessants progrès techniques, la volonté de faire germer des recherches nouvelles permettant de progresser dans le développement de la santé publique à l'international.

Présentation générale des activités

Fidèle à sa vocation humanitaire orientée vers la prévention et la lutte contre les infections épidémiques, l'Institut Bouisson Bertrand développe ses activités au niveau régional et international.

Le département vaccination comprend un centre de vaccinations internationales et de médecine des voyages de référence. Depuis 2016, dans le cadre d'un partenariat avec l'ARS, le département est également devenu centre de vaccination publique de l'Hérault (CVP34) exerçant ses activités à la fois à Montpellier mais également dans tout le département.

Le département Santé Internationale développe ses programmes de formation et de recherches appliquées aux endémies sévissant dans les pays à ressources limitées particulièrement en Afrique francophone. Les plus grands organismes nationaux et internationaux tels que l'ANRS, l'INSERM, Expertise France, OMS, UNITAID, Bill & Melinda Gates Foundation, font confiance à l'Institut Bouisson Bertrand pour la gestion et la mise en œuvre de projets internationaux.

Faits Caractéristiques de l'Exercice

Nous avons été sollicités en tant que Fondation de la Faculté de Médecine de Montpellier-Nîmes pour gérer des conventions entre différents organismes sociaux et internationaux et différents programmes de recherche médicales menées par des professeurs de ladite Faculté d'une part et pour gérer des conventions financières entre des centres hospitaliers dans les pays en voie de développement en Afrique, en partenariat avec des centres hospitalier français et le GIP ESTHER.

les A-nouveaux au 1 janvier 2025 étaient de 1 930 128,72€, les crédits reçus courant 2025 S'élèvent à 773 160,33€, sur lesquels nous avons prélevés des dépenses justifiées de 1 552 354,40€.

Au 31 décembre, le solde non utilisé est de 897 680,41€, conformément au PCG, ce solde est comptabilisé en produits constatés d'avance.

Au 31 décembre, le solde à recevoir est de 223 699,63€ , conformément au PCG, ce solde est comptabilisé en produits à recevoir.

Au 31 décembre, le solde à reverser est de 367 241,52€, conformément au PCG, ces soldes sont comptabilisé en subvention à reverser et contribution financières à reverser.

Les produits constatés d'avance comptabilisés au titre des conventions ont une durée parfois supérieure à un an d'engagement, étant donné l'impossibilité de définir des tranches de dépenses par année, ils sont mentionnés en intégralité à moins d'un an, la proratisation ne serait être pertinente.

Il est précisé que la responsabilité de la Fondation est limitée à la gestion administrative des fonds, la responsabilité scientifique incombe aux professeurs de la Faculté de Médecine ou aux responsables des C.H.U. qui valident les dépenses des programmes de recherche dont ils ont la charge.

Les fonds faisant parti de la convention de l'ARS pour le budget du centre de vaccination publique font ressortir un solde de 26 K€ reporté en fonds dédiés.

L'activité n'a pas retrouvé l'équilibre des années avant COVID-19, ce qui réduit toujours considérablement notre chiffre d'affaire et donc notre résultat.

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La première application des règlements ANC n° 2022 06 et n° 2023 03, à compter du 1er janvier 2025, constitue un changement de méthode comptable appliqué de manière prospective.

Les principales nouvelles dispositions de ces règlements sont les suivantes :

- la modification de la définition du résultat exceptionnel : dorénavant, sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement ;
- la suppression des transferts de charges ;
- de nouveaux modèles d'Etats Financiers ;

Ce changement de réglementation n'a pas d'impact significatif sur les comptes de l'exercice 2025. Les comptes N et N-1 sont comparables. Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du changement lié au changement de réglementation ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques, Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité :

- Immeuble rue Ecole de Médecine

Gros œuvre, pas d'amortissement

Menuiserie extérieures et travaux de maçonnerie : 50 ans Charpente métallique : 30 ans

Ascenseur : 20 ans

Plomberie, cloisons, revêtement de sol : 20 ans

Electricité : 20 ans

Chauffage collectif et VMC : 20 ans

Etanchéité et ravalement : 9 ans

Peinture : 10 ans

- Bâtiment historique

Gros œuvre, pas d'amortissement

Clos et couvert : 73 ans

Lots techniques : 73 ans

Second œuvre : 73 ans

- Agencement et aménagement des constructions : 10 à 20 ans

- Equipement médical : 5 à 10 ans

- Matériel de bureau et informatique : 3 ans

- Mobilier de bureau : 10 ans

B) PARTICIPATION, AUTRES TITRES IMMOBILISES & VALEUR MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée du montant de la différence.

C) STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

D) CREANCES

Les créances douteuses sont régulièrement provisionnées en fonction du risque de recouvrement.

E) CONVENTION

Les montants enregistrés en subvention sont ceux correspondant à un échéancier de versement.

TABLEAU VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE		AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
	MONTANT	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise	1 751 054								1 751 054	
Fonds propres avec droit de reprise										
Ecart de réévaluation	2 226 384								2 226 384	
Réserves										
Report à nouveau	5 465 666	282 137							5 747 803	
Excédent ou déficit de l'exercice	282 137	- 282 137			162 922				162 922	
Dotations consomptibles										
Subventions d'investissements										
Provisions réglementées										
TOTAL	9 725 242				162 922				9 888 163	

VARIATION DES STOCKS

	A L'OUVERTURE	AUGMENTATION	DIMINUTION	A LA CLOTURE
Vaccins	43 079	3 831		46 910
Médicaments	0			
Autres	0			
Situation nette	43 079	3 831	0	46 910

Immobilisations

INSTITUT BOUISSON BERTRAND

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	26 043		
TOTAL immobilisations incorporelles :	26 043		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	278 982		
Constructions sur sol propre	4 540 703		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	298 839		
Installations techniques et outillage industriel	60 036		
Installations générales, agencements et divers			7 059
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	239 013		39 883
Emballages récupérables et divers	4 693		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	5 422 265		46 942
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL immobilisations financières :			

TOTAL GÉNÉRAL	5 448 308		46 942
---------------	-----------	--	--------

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			26 043	
TOTAL immobilisations incorporelles :			26 043	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			278 982	
Constructions sur sol propre			4 540 703	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			298 839	
Install. techn., matériel et out. industriels			60 036	
Inst. générales, agencements et divers			7 059	
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.			278 896	
Emballages récupérables et divers			4 693	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :			5 469 207	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :				

TOTAL GÉNÉRAL			5 495 249	
---------------	--	--	-----------	--

Amortissements

INSTITUT BOUISSON BERTRAND

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EUR

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	26 043			26 043
TOTAL immobilisations incorporelles :	26 043			26 043
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	1 913 074	147 817		2 060 891
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	293 292	3 737		297 029
Installations techn. et outillage industriel	58 654	739		59 392
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	208 898	18 210		227 108
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	2 473 917	170 503		2 644 420
TOTAL GÉNÉRAL	2 499 960	170 503		2 670 463

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition de titres de participations			

TOTAL GÉNÉRAL			
----------------------	--	--	--

État des Échéances des Créances et Dettes

INSTITUT BOUISSON BERTRAND

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EUR

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	30 121	30 121	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	509	509	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Avances et Acomptes	67 073	67 073	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	224 454	224 454	
TOTAL de l'actif circulant :	322 157	322 157	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE			

TOTAL GÉNÉRAL	322 157	322 157	
----------------------	----------------	----------------	--

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	10 257		10 257	
Fournisseurs et comptes rattachés	77 481	77 481		
Personnel et comptes rattachés	39 148	39 148		
Sécurité sociale et autres organismes	74 305	74 305		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	6 942	6 942		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	117 176	117 176		
Subvention à reverser	250 161	250 161		
Produits constatés d'avance	904 070	904 070		

TOTAL GÉNÉRAL	1 479 540	1 469 283	10 257	
----------------------	------------------	------------------	---------------	--

Charges à Payer

INSTITUT BOUISSON BERTRAND

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EUR

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22
Dettes fiscales et sociales	81 454
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	81 476

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
<div>Immobilisations financières</div> <div>Créances rattachées à des participations</div> <div>Autres immobilisations financières</div> <div>Créances</div> <div>Créances clients et comptes rattachés</div> <div>Personnel</div> <div>Organismes sociaux</div> <div>État</div> <div>Divers, produits à recevoir</div> <div>Autres créances</div> <div>Valeurs Mobilières de Placement</div> <div>Disponibilités</div>	223 700
TOTAL	223 700

Charges et Produits Constatés d'Avance

INSTITUT BOUISSON BERTRAND

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation		904 070
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL		904 070

Subventions

INSTITUT BOUISSON BERTRAND

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EUR

FINANCEURS	Montant
ARS	517 618
Expertise France	211 808
ANRS	294 646
OMS	44 800
IRD	311 370
CPAM	141 884
CHU MOPNTPPELLIER	6 831
TOTAL	1 528 957

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	3,96	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	5,68	
Ouvriers		
TOTAL	9,64	

La rémunération globale pour l'année 2025 des trois plus hauts dirigeants de la Fondation s'est élevée à 131 873 €.

PASSIF SOCIAL

INSTITUT BOUISSON BERTRAND

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EUR

ENGAGEMENTS RETRAITES	Montant
Engagements retraites Indemnités de fin de carrière calculée à l'age de 64 ans avec les indemnités légales de licenciement Taux d'actualisation de 3,96 % (taux IBOXX) Application d'une table de mortalité et d'un turn over, d'un taux d'évolution des salaires de 1,5% et d'un taux de charges sociales de 50%	28 105
TOTAL	28 105